

Cambodge : l'ambiguïté politique et touristique des lieux de mémoire

Comment définir un lieu de mémoire ? Alors que des charniers continuent d'être découverts au Cambodge, James Burnet, journaliste spécialiste du conflit, interroge les multiples usages de ces sites, entre risque de dévoiement touristique et nécessité de réappropriation.

Plus de trente ans après la chute du régime khmer rouge, la terre cambodgienne continue à révéler des charniers comme une litanie infernale. Des centaines de charniers ont été déjà mis à jour où des centaines de milliers de squelettes ont été découverts. Et récemment un nouveau charnier de plusieurs milliers de squelettes a été découvert dans la province de Siem Reap où se trouve le site d'Angkor. Autant de sites de mémoire du génocide commis par les Khmers rouges dans un pays qui a été transformé en un vaste camp de concentration¹.

Comment définir un lieu de mémoire ? Est-ce un lieu dont l'empreinte de l'histoire est ineffaçable, est-ce un lieu de torture ou de massacre reconnu par les populations rescapées ou encore un lieu muséifié dont les vocations seraient multiples ? Le Cambodge est aujourd'hui confronté à ces différentes lectures des lieux des crimes khmers rouges et la controverse existe quant à la préservation de ces sites sinistres comme lieux de mémoire ou à leur instrumentalisation.

Dans l'année qui a suivi le renversement de Pol Pot, des journalistes sont retournés au Cambodge pour des séjours de deux à trois semaines. Lors de ces déplacements, ils ont pu voir des dizaines de ces lieux de mort sans compter ceux indiqués par les paysans mais qui n'avaient pas encore été mis à jour. Il suffisait de gratter un peu la terre pour découvrir des ossements.

Tous les charniers mis à jour officiellement ont été répertoriés. Le plus connu est Choeung Ek à une dizaine de kilomètres de Phnom Penh où étaient exécutés les prisonniers du centre d'extermination S21, dont le directeur Douch a été condamné à la perpétuité en appel au début de 2012 par la Cour suprême auprès des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC), un tribunal hybride parrainé par les Nations Unies. Dans ce lieu, qualifié de « base secrète » par Douch, au moins 16 000 hommes, femmes, enfants ont été assassinés d'un coup derrière la nuque puis égorgés pour les adultes et enfants, la tête fracassée contre les arbres pour les tout petits et nourrissons.

¹ L'estimation de 1,8 million de morts est caduque selon les chercheurs. Le bilan de la politique d'extermination de Pol Pot entre le 17 avril 1975 et le 7 janvier 1979 dépasserait les deux millions de disparus.

Quand on se rendait pour la première fois sur ce site dans les deux premières années de la période post khmère rouge, on était saisi par la dimension du charnier et l'étalement des ossements, des crânes sur des étagères en bois ou en bambou. Des fosses communes étaient encore béantes, d'autres étaient en train d'être dégagées d'où surgissaient les squelettes des suppliciés.

Pendant toute la décennie 80, peu de Cambodgiens, excepté des officiels, sont venus à Choeung Ek. Une première explication : l'éloignement relatif par rapport à Phnom Penh en raison de l'inexistence de moyens de transports, y compris de simples vélos, pendant trois à quatre années. La deuxième explication est la terreur que provoquait la vision de ce site macabre. Ces ossements découverts représentaient selon la culture cambodgienne les âmes errantes des morts qui n'ont pas encore trouvé le repos et qui viennent rappeler aux vivants le sort subi par ces êtres humains. Ce lieu que l'on montrait aux étrangers était ainsi une des preuves irréfutables du génocide commis par les Khmers rouges dans la bataille idéologique entre le gouvernement de Phnom Penh, mis en place par les Vietnamiens le 7 janvier 1979 et soutenu par le camp soviétique, et les Khmers rouges à nouveau dans les maquis soutenus par la Chine et bénéficiant d'une complicité de certains pays occidentaux dans le contexte de la guerre froide de l'époque. Le terme génocide est d'ailleurs entré dans le vocabulaire cambodgien à cette période.

“Les” mémoires du génocide

Dans les premières années du nouveau pouvoir, aucune cérémonie particulière n'a eu lieu à Choeung Ek. Puis des cérémonies que l'on peut qualifier de politiques, voire idéologiques, ont été organisées sur ce charnier. Il s'agissait notamment de la « Journée de la haine ». Fonctionnaires, écoliers, étudiants étaient réunis très tôt le matin du 21 mai pour crier des slogans hostiles à ce que le gouvernement cambodgien d'alors appelait « la clique Pol Pot-Ieng Sary »².

Après la signature des Accords de Paris en octobre 1991 entre les quatre factions cambodgiennes dont les Khmers rouges, une scénographie a été mise en place. Les ossements ont été rassemblés dans un *stupa*³ dont la base est en verre pour rendre visible les restes des suppliciés. Sur la plupart des fosses communes figurent le décompte macabre des corps ou squelettes dégagés. Enfin quelques photos montrent ce charnier lors de sa découverte et pendant les opérations de mise à jour des fosses communes.

Désormais c'est la « Journée de la colère » qui est commémorée à l'initiative du PPC, le Parti populaire cambodgien du premier ministre Hun Sen au pouvoir depuis plus de trente ans. Ont été substitués aux slogans contre la « clique » de Pol Pot, la reconstitution de scènes d'exécution de suppliciés en présence d'un millier de personnes, bonzes, jeunes, partisans du PPC.

Quant aux autres charniers, bien que répertoriés, ils sont exceptionnellement signalés sur le terrain et ce sont souvent les populations locales qui entretiennent cette mémoire, parfois avec beaucoup de difficultés lorsque d'anciens khmers rouges habitent ces villages. Cette mémoire est parfois complètement effacée dans les anciens bastions de la guérilla khmère rouge des années 80 contre les troupes vietnamiennes qui ont occupé le Cambodge jusqu'en 1989. Il s'agit de certaines provinces du nord-ouest du Cambodge avec notamment la région de Pailin ou d'Along

² Ieng Sary, vice premier ministre et ministre des Affaires étrangères sous Pol Pot, comparait actuellement devant le tribunal évoqué précédemment dans le dossier dit numéro 2.

³ Monument funéraire dans lequel sont déposées les cendres des morts

Veng où est mort Pol Pot le 15 avril 1998 et dont le lieu de crémation est transformé aujourd'hui en site touristique. Dans cette région, si ces charniers peuvent être protégés, leur sens en est détourné car les anciens partisans de Pol Pot considèrent que ces sont les Vietnamiens, l'ennemi héréditaire pour les Cambodgiens, qui en sont responsables.

Au même titre que le site d'Angkor, la politique actuelle du gouvernement cambodgien est de donner une vocation touristique à ces lieux de mémoire, à certains de ces charniers, notamment Choeung Ek où un droit d'entrée est demandé aux étrangers par la société sud-coréenne qui gère ce lieu.

Comment dès lors transmettre le récit historique de la période khmère rouge aux nouvelles générations avec une telle confusion entretenue par des décisions gouvernementales et de la réécriture de l'histoire par les anciens Khmers rouges ?

Au Cambodge, deux mémoires par rapport aux charniers se confrontent. Il y a la mémoire officielle prise en charge par le gouvernement ou qui délègue ses pouvoirs à de véritables sociétés d'exploitation dans le sens économique du terme, comme Choeung Ek. Il y a aussi une mémoire non-officielle mais collective qui peut s'exprimer soit en groupe ou individuellement. Il est courant que des paysans fassent des offrandes aux disparus avant de travailler dans une rizière en sachant que des ossements jonchent la terre. Il est tout aussi fréquent qu'une telle cérémonie soit organisée sans le concours des autorités par des Cambodgiens près d'un ancien charnier. Cette démarche a toujours existé depuis la chute de Pol Pot mais elle prend plus résonance depuis le procès de Douch. Ce procès a libéré le monde rural de l'instrumentalisation de la paysannerie par les Khmers rouges pour arriver au pouvoir et mener au nom des paysans leur politique d'extermination d'une partie de la population cambodgienne. Cette réappropriation de la mémoire dans les campagnes est sans doute la meilleure arme contre les tentatives d'anciens khmers rouges d'imposer leur lecture de l'histoire.

Ces charniers sont bien souvent inconnus des citoyens cambodgiens et des étrangers. En revanche, S21, au cœur de Phnom Penh, est souvent cité en référence des mécanismes de la politique d'extermination des Khmers rouges. Cet ancien lycée dénommé Tuol Sleng fait partie de la longue liste des 195 « prisons » où des centaines de milliers d'êtres humains – entre 80 000 et 100 000 dans le seul centre d'extermination de la province de Kompong Chnang – ont perdu la vie après avoir été torturés pendant des semaines, voire des mois. Le nombre de 195 a été connu par les révélations faites par Douch lors de son procès. On est incapable d'en établir une carte complète puisqu'il n'existe plus aucune trace de certains de ces lieux. Il ne subsiste donc qu'une mémoire parcellaire, fragile de ces centres.

S21 a été transformé en centre d'extermination à partir de l'automne 1975 et les dernières exécutions ont eu lieu le 6 janvier 1975, la veille de la prise de Phnom Penh par les Vietnamiens. Ce sont deux journalistes vietnamiens qui suivaient la progression d'unités vietnamiennes qui ont découvert le camp, surpris par l'odeur des corps en décomposition dans ce quartier de la capitale cambodgienne. Le nombre d'hommes, de femmes et enfants qui ont été enchaînés à S21 serait entre 16 000 selon les propos de Douch tenus hors procès et 18 000 selon les chercheurs. Si le chiffre de 12 380 a été officiellement retenu lors de l'instruction du procès de Douch, cela correspond au nombre de dossiers découverts à S21. Mais beaucoup d'entre eux ont disparu ; en outre des milliers de personnes ont été exécutées sans qu'aucun dossier ne soit ouvert notamment

lors des purges militaires du front Est en 1978. Quant aux 194 autres centres d'extermination, peu de documents ont été retrouvés.

En fait, si S21 est entré dans la mémoire collective, c'est grâce en grande partie à deux artistes cambodgiens. L'un, un peintre, Vann Nath a été contraint de peindre, sous la menace permanente d'être exécuté, les portraits de Pol Pot dans cette « prison » où il a été prisonnier de janvier 1978 jusqu'au 7 janvier 1979. Il était l'un des sept survivants de S21. Il est décédé il y a bientôt un an après avoir laissé un récit pictural des atrocités commises à S21. Il ne reste plus aujourd'hui que deux rescapés dont l'un, Chum Mey, est très actif dans la transmission du récit.

Le deuxième artiste, mondialement connu, à faire découvrir S21 est le cinéaste Rithy Panh, qui a vécu son adolescence sous les Khmers rouges. Il a réalisé trois films autour de S21 ou sur S21 qui forme une trilogie : *Bophana, une tragédie cambodgienne* (1966), *S21, La machine de mort khmer rouge* (2001) le plus connu et *Douch, le maître des forges de l'enfer* (2011). D'ailleurs ces deux artistes ont travaillé ensemble. Selon Rithy Panh, *S21, la machine de mort khmère rouge* n'aurait jamais existé si Nath n'avait pas été présent sur ce film. Le réalisateur ajoute : « Pour moi, il était impossible d'évoquer ce lieu puisque je ne l'ai pas connu sous Pol Pot ». Quand il a tourné ce film qui circule au Cambodge, un grand silence avait saisi ce pays sur cette période de l'histoire.

S21, polémiques autour d'un musée

La transformation de S21 en musée du génocide a été l'objet de nombreuses polémiques alimentées par les Occidentaux dès sa création. La première porte sur son origine. Jusqu'au début des années 2000, celle-ci était attribuée à la République socialiste du Vietnam et à la République démocratique allemande.

Au cours d'entretiens, Van Nath a pourtant raconté qu'il était lui-même à l'origine de ce musée. En effet, quelques jours après la prise de Phnom Penh, il échappe, à la faveur d'un accrochage avec une unité vietnamienne, à la surveillance des Khmers rouges qui emmenaient l'ensemble du personnel de S21 et les quelques rescapés vers des bases de repli sur la frontière thaïlandaise. Il revient à S21 où le nouveau pouvoir cambodgien tente de comprendre ce qui s'est passé dans ce lieu totalement inconnu. Il demande aux nouvelles autorités que S21 soit préservé pour montrer les crimes de Pol Pot. Van Nath avait fait le serment avec la trentaine de prisonniers qui se trouvaient dans le camion qui les transportaient de Battambang, où ils avaient été arrêtés et torturés, à S21, de révéler « ce que des hommes ont fait à d'autres hommes ». Ce même serment, il l'avait renouvelé avec les autres peintres et sculpteurs de « l'atelier » de S21 où était réalisé le portrait de celui qu'ils pensaient être le leader khmer rouge alors que le nom de Pol Pot leur était inconnu. Le projet de faire de S21 un lieu de mémoire fut immédiatement accepté.

Dans le même temps, Van Nath s'était mis à peindre le récit des tortures et des souffrances des prisonniers de S21 avant leur exécution. Au total une vingtaine de toiles aujourd'hui exposées au musée du génocide. Cela signifie-t-il que ni les Allemands de l'Est ni les Vietnamiens n'ont été présents dans la réalisation de ce musée ? Nath lui-même reconnaissait que les photos des suppliciés qui tapissaient les murs de trois salles de l'ancien lycée dans une première présentation saisissante avaient été certainement agrandies par les premiers. Il précisait également qu'au cours de la période où il a travaillé à la réalisation du musée, il a eu un bref entretien avec un Vietnamien, qui, dit-il, « ne parlait ni khmer ni français », mais lui demandait « s'il avait besoin de clous et de marteaux ».

Une autre polémique sur la conception de ce musée a été la présence d'une carte du Cambodge réalisée à partir d'ossements. Elle était attribuée aux Allemands de l'Est et la réflexion selon laquelle « des Cambodgiens ne peuvent envisager de réaliser de telles choses pour des raisons culturelles » était très répandue, y compris chez des universitaires. En fait, l'auteur en est encore Vann Nath. Représenter le Cambodge des Khmers rouges dans ce musée était pour lui une véritable obsession. C'est alors qu'il décida un jour de collecter avec trois rescapés de S21 des ossements dans toutes les provinces du Cambodge pour montrer que le Kampuchea démocratique de Pol Pot n'était qu'« un immense charnier ». Il avait décidé de peindre en rouge le Mékong et le Tonle Sap pour rappeler combien ces deux fleuves avaient charrié de corps.

Ce lieu, dans la simplicité de sa conception initiale – les trois salles de photos, les peintures de Vann Nath, des objets ayant servi à la torture – était à la fois un lieu de recueillement et un lieu de mémoire avant d'être un musée. En revanche, les salles d'archives furent fermées rapidement pour des raisons de sécurité afin d'empêcher toute tentative de destruction et de vol. C'est grâce à ces archives que Rithy Panh a pu réaliser son travail cinématographique sur S21.

Comme pour Choeung Ek, ce lieu a bien entendu servi de propagande pour le nouveau gouvernement et son allié vietnamien. Des manifestations politiques ont été organisées par le pouvoir, notamment la journée de la haine déjà évoquée. Peu de Cambodgiens se sont alors rendus à S21, une épreuve parfois insurmontable pour les visiteurs, de peur d'être confrontés à l'image d'un parent ou d'un ami.

La muséification de S21 est intervenue dans les années 2000, après les accords de Paris, et la scénographie, confiée à des anglo-saxons : suppression des murs de photos pour de nouveaux tirages encadrés, mise en scène concernant certains objets de torture ainsi que les peintures de Vann Nath, la suppression de la carte conçue par même artiste...Aujourd'hui d'autres travaux sont en cours pour la construction d'un parking, la modification de l'accès au site. Des Cambodgiens disent clairement qu'il faut préserver l'authenticité de ce lieu et que le moderniser risque de l'aseptiser. D'autres évoquent les dangers d'une rénovation trop importante et d'une commercialisation agressive qui déshumaniserait ce lieu et irait à l'encontre du but poursuivi.

Les films de Rithy Panh et le procès de Douch ont fait connaître mondialement ce lieu définitivement entré dans l'histoire. Désormais les enseignants cambodgiens ont compris l'importance d'emmener leurs élèves à S21 où ils rencontrent très souvent Chum Mey, l'un des deux rescapés encore en vie. Mais le « développement touristique » de S21 est une véritable menace avec l'apparition de petits commerces d'objets ou de boissons dans l'une des cours de l'ancien lycée.

Le procès de Douch, un nouveau rapport à la mémoire

Ce lieu a été souvent menacé dans son existence par l'ambiguïté des dirigeants. Ainsi le roi Norodom Sihanouk, lorsqu'il est remonté sur le trône, s'est interrogé sur l'opportunité de ces sites multiples, préconisant, pour sa part, un seul lieu sous la forme d'un musée à construire et d'un immense *stupa* dans lequel auraient été recueillies les cendres des victimes des Khmers rouges. Cette suggestion a provoqué un vif débat et Sihanouk s'est ensuite abstenu de toute déclaration. Aucune visite royale n'a été envisagée à Choeung Ek ou à S21.

Le procès de Douch a provoqué un choc dans la société cambodgienne. Plus de 100 000 cambodgiens se sont déjà rendus au tribunal pour assister à une audience de son procès ou du deuxième procès consacré aux cas de Khieu Samphan, l'ancien président du Kampuchea Démocratique, du numéro 2 du régime Noun Chea, et du ministre des Affaires étrangères Ieng Sary. Des dizaines de milliers de paysans ont assisté aux audiences grâce à l'aide fournie pour le déplacement. Dans un premier temps, les nouvelles générations cambodgiennes qui affichaient un réel scepticisme quant aux épreuves subies par leurs parents ou grands parents ont pris conscience de leurs souffrances.

Les paysans ont compris que le procès dont ils voyaient les images avec méfiance sur les écrans de télévision avait bien lieu, que Duch était bien vivant, qu'il comparaisait vraiment devant le tribunal. La parole s'est libérée chez ceux qui portaient le poids terrible de se sentir complice de Pol Pot qui les avait instrumentalisés pour aboutir à ses fins, « la destruction, l'élimination », pour reprendre les termes khmers rouges, de toute une partie de la population cambodgienne. C'est lors du procès de Douch que le rapport à la mémoire s'est modifié au sein de la société cambodgienne. La construction du récit de la période khmère rouge par les Cambodgiens eux-mêmes a véritablement commencé – hormis le travail cinématographique de Rithy Panh – après ce premier procès d'un responsable khmer rouge.

Si les Cambodgiens parvenaient à se réappropriier les lieux évoqués, ils leur redonneraient une vocation mémorielle face aux risques de dévoiement touristique. Cela pourrait déjà passer par la dénomination appropriée du centre d'extermination qui s'appelle toujours « le musée du génocide Tuol Sleng » sans la mention de S21. Tous ces lieux pourraient prendre leur véritable dimension en accompagnant une libération de la parole face à l'histoire et à la mémoire.

On peut citer à cet égard l'initiative de Rithy Panh qui a créé le centre Bophana. Il s'agit d'un lieu situé au cœur de Phnom Penh ouvert à tous et où l'on peut consulter gratuitement des archives en ligne sur l'ensemble de l'histoire du Cambodge, y compris la période de Pol Pot. Si à l'ouverture, il y a cinq ans, c'étaient surtout des visiteurs occidentaux qui occupaient les écrans, ce sont maintenant les Cambodgiens qui se sont emparés du lieu. Parmi eux, beaucoup de jeunes.

James Burnet